SERIE GENERALE

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

Anno 145° — Numero 190

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Sabato, 14 agosto 2004** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 06 85081

La **Gazzetta Ufficiale,** *oltre alla* **Serie generale,** *pubblica quattro Serie speciali, ciascuna contraddistinta con autonoma numerazione:*

1ª Serie speciale: *Corte costituzionale* (pubblicata il mercoledì)
2ª Serie speciale: *Comunità europee* (pubblicata il lunedì e il giovedì)
3ª Serie speciale: *Regioni* (pubblicata il sabato)
4ª Serie speciale: *Concorsi ed esami* (pubblicata il martedì e il venerdì)

SOMMARIO

LEGGI ED ALTRI ATTI NORMATIVI

DECRETI, DELIBERE E ORDINANZE MINISTERIALI

Ministero del lavoro e delle politiche sociali

ESTRATTI, SUNTI E COMUNICATI

SUPPLEMENTO ORDINARIO N. 141

Garante per la protezione dei dati personali

PROVVEDIMENTO 16 giugno 2004.

Codice di deontologia e di buona condotta per i trattamenti di dati personali per scopi statistici e scientifici. (Provvedimento n. 2).

PROVVEDIMENTI 30 giugno 2004.

Autorizzazioni al trattamento dei dati sensibili e giudiziari.

04A08156

LEGGI ED ALTRI ATTI NORMATIVI

LEGGE 28 luglio 2004, n. **211**.

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica islamica di Mauritania sulla promozione e protezione degli investimenti, fatto a Nouakchott il 5 aprile 2003.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art 1

1 Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica islamica di Mauritania sulla promozione e protezione degli investimenti fatto a Nouakchott il 5 aprile 2003

Art 2

1 Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo XIII dell'Accordo stesso

Art 3

1 La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 28 luglio 2004

CIAMPI

BERLUSCONI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

FRATTINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* CASTELLI

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE SUR LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie ci-après désignés « les Parties Contractantes »,

DESIREUX de créer les conditions favorables pour renforcer la coopération économique entre les deux pays notamment en ce qui concerne les investissements de capital de la part des investisseurs d'une Partie Contractante dans le territoire de l'autre Partie Contractante ,

CONVAINCUS que l'encouragement et la protection réciproque de ces investissements basés sur des Accords internationaux contribueront à stimuler des relations économiques susceptibles de promouvoir la prospérité des deux Parties Contractantes ,

SONT CONVENUS de ce qui suit

ARTICLE 1
Définitions

Pour l'application du présent Accord

1 Le terme « investissement » désigne toute catégorie de bien investi, avant et après l'entrée en vigueur du présent Accord, par une personne physique ou morale d'une Partie Contractante dans le territoire de l'autre partie Contractante, conformément aux lois et règlements de ladite Partie, quelque soit la forme juridique choisie et le cadre juridique

   Sans préjuger de ce qui précède, sont considérés notamment, mais non exclusivement, comme des investissements les éléments ci-après

   a) les biens mobiliers et immobiliers ainsi que tout autre droit *in rem* de propriété, y compris les droits réels de garantie sur une propriété de tiers, pour autant qu'ils puissent être employés aux fins de l'investissement ,

   b) les actions, les obligations, les parts sociales et autres titres de crédit, ainsi que les titres d'Etat et les titres publics en général ,

c) les crédits financiers liés à un investissement, ainsi que les revenus provenant d'un capital qui sont réinvestis, les revenus provenant d'un capital et les droits à toutes prestations ayant valeur économique liées à un investissement ,

d) les droits d'auteur, les marques commerciales, les brevets, les modèles industriels et autres droits de propriété intellectuelle et industrielle, le savoir-faire, les secrets commerciaux, les dénominations commerciales et l'achalandage ,

e) tout droit de nature économique conféré par loi ou par contrat, ainsi que toute licence et concession conformes à la loi en vigueur en matière d'activités économiques, y compris les droits de prospection, extraction et exploitation des ressources naturelles ,

f) tout accroissement de la valeur de l'investissement initial

Toute modification de la forme juridique choisie pour les investissements n'affecte pas leur qualification d'investissement

2 Le terme « investisseur » désigne toute personne physique ou morale d'une Partie Contractante qui effectue des investissements dans le territoire de l'autre Partie Contractante, ainsi que les succursales, associées et filiales étrangères contrôlées par lesdites personnes physiques ou morales

3 Le terme « personne physique » désigne, pour chacune des Parties Contractantes, une personne physique possédant la nationalité de cet Etat, conformément à sa législation

4 Le terme « personne morale » désigne, pour chacune des Parties Contractantes, tout organisme ayant son siège dans le territoire de l'une des Parties Contractantes et reconnu par celle-ci, tel que les établissements publics, les sociétés de personnes, de capitaux, les fondations et associations indépendamment du fait qu'il s'agisse ou non d'organismes à responsabilité limitée

5 Le terme « revenus » désigne toutes les sommes produites ou qui seront produites par un investissement, y compris notamment les revenus ou intérêts, les dividendes, les royalties, les redevances pour prestations techniques, d'assistance ou d'autre nature, de même que tout payement en nature

6 Le terme « territoire » indique, outre les surfaces délimitées par les frontières terrestres, les « zones maritimes » Celles-ci incluent les zones maritimes et sous-marines sous la souveraineté des Parties Contractantes ou sur lesquelles celles-ci exercent des droits souverains ou juridictionnels conformément au droit international

7 L'expression « accord d'investissement » indique un accord qu'une Partie Contractante peut conclure avec un investisseur de l'autre Partie Contractante en vue de réglementer la relation spécifique concernant l'investissement

8 L'expression « traitement non discriminatoire » indique un traitement au moins aussi favorable que le meilleur traitement entre le traitement national et celui de la nation la plus favorisée

9 L'expression « droit d'accès » indique le droit d'être admis à investir dans le territoire de l'autre Partie Contractante, sous réserve des limites résultant des accords internationaux contraignants pour les deux Parties Contractantes

10 L'expression « activités liées à un investissement » indique, entre autre, l'organisation, le contrôle le fonctionnement, l'entretien et la cession de sociétés, filiales agences, bureaux ou autres organisations pour la gestion des activités commerciales, l'accès aux marchés financiers la demande de prêts , l'achat, la vente et l'émission d'actions et d'autre titres et l'achat de devises étrangères pour les importations nécessaires au déroulement des activités commerciales , l'écoulement de biens et de services , l'approvisionnement, la vente et le transport de matières premières et transformées, d'énergie, de carburants et de moyens de production, ainsi que la diffusion d'informations commerciales

ARTICLE II

Promotion et protection des investissements

1 Chacune des Parties Contractantes encourage les investisseurs de l'autre Partie Contractante à investir dans son territoire

2 Les investisseurs des deux Parties Contractantes auront un droit d'accès aux activités d'investissement dans le territoire de l'autre Partie Contractante non moins favorable que celui prévu à l'Article III, paragraphe 1

3 Chacune des Parties Contractantes accorde toujours un traitement juste et équitable aux investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante Les Parties Contractantes vérifieront que la gestion, l'entretien, l'emploi, la transformation, la jouissance ou la cession des investissements effectués dans leur territoire par les investisseurs de l'autre Partie Contractante, ainsi que des sociétés ou entreprises ou ces investissements ont été effectués, ne soient jamais soumis à des mesures injustifiées ou discriminatoires

4 Chacune des Parties Contractantes crée et maintient dans son territoire un cadre juridique susceptible d'assurer aux investisseurs la continuité du traitement juridique, y compris le respect en bonne foi de tous les engagements pris vis-à-vis de chaque investisseur

5 Les Parties Contractantes n'établissent aucune condition pour la réalisation, le développement ou la poursuite des investissements susceptible d'entraîner l'acceptation ou l'imposition

d'obligations liées à la production pour l'exportation et de prévoir l'approvisionnement de biens sur place ou toute condition similaire

6 Conformément à ses propres lois et règlements, chacune des Parties Contractantes accorde aux nationaux de l'autre Partie Contractante qui se trouvent dans son territoire pour un investissement réglementé par le présent Accord des conditions de travail adéquates au déroulement de leurs activités professionnelles Chacune des Parties Contractantes appliquera le traitement le plus favorable aux questions liées à l'entrée le séjour le travail et les déplacements à l'intérieur de son territoire des nationaux de l'autre Partie Contractante ainsi que des membres de leurs familles

Les sociétés constituées conformément aux lois et aux règlements d'une Partie Contractante et qui sont possédées ou contrôlées par les investisseurs de l'autre Partie Contractante sont autorisées à recruter librement les cadres dirigeants de haut niveau, indépendamment de leur nationalité, conformément aux lois de la Partie Contractante d'accueil

ARTICLE III

Traitement national et clause de la nation la plus favorisée

1 Chacune des Parties Contractantes accorde sur son territoire aux investissements effectués et aux revenus afférents des investisseurs de l'autre Partie Contractante un traitement non moins favorable que celui réservé aux investissements effectués et aux revenus afférents de ses propres nationaux ou de ceux de pays tiers Le même traitement s'étend aux activités liées à l'investissement

2 Si sur la base de la législation d'une des Parties Contractantes ou des obligations internationales en vigueur, ou qui pourraient entrer en vigueur à l'avenir dans l'une des Parties Contractantes, il se produisait une situation juridique suivant laquelle les investisseurs de l'autre Partie Contractante bénéficieraient d'un traitement plus favorable que celui qui est prévu par le présent Accord, le traitement accordé aux investisseurs de ladite autre Partie sera appliqué aux investisseurs de la Partie Contractante concernée même pour les relations déjà établies

3 Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent Article ne s'étendent pas aux avantages et privilèges qu'une Partie Contractante pourrait accorder aux investisseurs d'un Etat tiers en vertu de leur appartenance à une union douanière ou économique, à un marché commun, à une zone de libre-échange, à un accord régional ou sous-régional, à un Accord économique

multilatéral international ou en vertu d'Accords conclus afin d'éviter la double imposition ou faciliter le commerce transfrontalier

ARTICLE IV

Indemnisation des dommages ou des pertes

Si les investisseurs de chacune des Parties Contractantes subissent des pertes ou des dommages à leurs investissements dans le territoire de l'autre Partie Contractante à cause de guerres, d'autres formes de conflit armé, état d'urgence, conflits civils ou d'autres événements similaires, la Partie Contractante dans le territoire de laquelle l'investissement a été effectué accorde une indemnité adéquate pour réparer les pertes ou dommages, indépendamment du fait que ceux-ci aient été provoqués par des forces gouvernementales ou par d'autres sujets L'indemnité est réglée dans une devise librement convertible, librement transférable et sans retards injustifiés
Les investisseurs concernés ont droit au même traitement réservé aux nationaux de l'autre Partie Contractante et, en tout cas, à un traitement non moins favorable que celui accordé aux investisseurs d'Etats tiers

ARTICLE V

Nationalisation ou expropriation

1 Les investissements effectués dans le cadre du présent Accord ne sont soumis à aucune mesure susceptible de limiter, à titre permanent ou temporaire, le droit de propriété, la possession, le contrôle ou la jouissance des investissements, sous réserve de la législation nationale ou locale en vigueur et des dispositions arrêtées par les autorités juridictionnelles compétentes

2 Les investissements et les activités liées aux investissements des investisseurs de l'une des Parties Contractantes ne feront pas l'objet, *de iure ou de facto*, directement ou indirectement, de mesures de nationalisation, expropriation, réquisition ou toute autre mesure similaire, y compris des mesures portant atteinte aux sociétés et aux biens contrôlés par l'investisseur dans le territoire de l'autre Partie Contractante, sauf pour des finalités publiques ou des raisons d'intérêt national , dans ce cas, le paiement immédiat, complet et effectif d'une indemnité est prévu, à condition que lesdites mesures aient été adoptées sur une base non discriminatoire et conformément à toutes les dispositions et les procédures juridiques

3 Le montant adéquat de l'indemnité sera équivalent à la valeur commerciale effective de l'investissement exproprié immédiatement avant le moment ou la décision de nationaliser ou d'exproprier a été annoncée ou rendue publique

En cas de difficulté à établir la valeur commerciale effective, celle-ci sera determinée sur la base des critères d'évaluation reconnus au niveau international

L'indemnité est calculée en une devise convertible au taux de change principal, applicable à la date ou la décision de nationaliser ou d'exproprier a été annoncée ou rendue publique et elle doit inclure les intérêts calculés sur la base des paramètres EURIBOR à compter de la date de nationalisation ou expropriation jusqu'à la date du paiement , elle pourra être librement touchée et transférée

Dès sa détermination, l'indemnité est payée sans retards injustifiés et en tout cas dans le délai d'un mois

4 Si l'objet de l'expropriation est une société mixte constituée dans le territoire de l'une des deux Parties Contractantes, l'indemnité qui revient à l'investisseur d'une Partie Contractante est calculée à partir de la valeur de la participation de celui-ci dans la société mixte, conformément aux documents pertinents et sur la base des mêmes critères d'évaluation prévus au paragraphe 3 du présent Article

5 Les nationaux ou les sociétés d'une des deux Parties Contractantes qui déclarent avoir subi l'expropriation de leurs investissements ou d'une partie de ceux-ci ont droit à l'examen immédiat de la part des autorités judiciaires ou administratives compétentes de l'autre Partie Contractante, en vue de vérifier si l'expropriation a effectivement eu lieu et, dans ce cas, si l'expropriation et l'éventuelle indemnité sont conformes aux principes du droit international, et en vue de décider sur toutes les questions afférentes

6 Si après l'expropriation l'investissement exproprié n'est pas utilisé en tout ou en partie pour les finalités prévues, l'ancien propriétaire et son/ses associé/s ont le droit de le racheter Le prix de l'investissement exproprié est calculé à partir de la date du rachat sur la base des mêmes critères d'évaluation adoptés au moment du calcul du dédommagement visé au paragraphe 3 du présent article

ARTICLE VI

Rapatriement du capital, profits et revenu

1 Chaque Partie Contractante garantit que tous les paiements relatifs à l'investissement dans son propre territoire effectués par un investisseur de l'autre Partie Contractante peuvent être

librement transférés à l'intérieur et en dehors de son propre territoire sans retards injustifiés et après acquittement de toutes les obligations fiscales Les transferts incluent, notamment, mais non exclusivement

a) le capital et le capital additionnel, y compris les profits réinvestis utilisés pour l'entretien et l'accroissement de l'investissement ,

b) le revenu net, les dividendes, les royalties, les paiements pour l'assistance et les services techniques les intérêts et autres profits ,

c) le revenu découlant de la vente totale ou partielle ou de la liquidation totale ou partielle d'un investissement ,

d) les fonds pour le remboursement des emprunts obtenus pour financer un investissement et pour le paiement des intérêts qui en résultent ,

e) la rémunération et les indemnités versées aux nationaux de l'autre Partie Contractante pour leur travail et pour les services fournis dans le cadre d'un investissement effectué dans le territoire de l'autre Partie Contractante, dans la mesure et suivant les modalités prévues par la législation et les règlements nationaux en vigueur ,

f) les paiements à titre d'indemnité visés à l'Article IV

2 Les obligations fiscales visées au paragraphe 1 ci-dessus sont acquittées lorsque l'investisseur a complété les procédures prévues par la législation de la Partie Contractante dans le territoire de laquelle est effectué l'investissement

3 Sans préjuger de la portée de l'Article III du présent Accord, les deux Parties Contractantes s'engagent à appliquer aux transferts visés au paragraphe 1 du présent Article le même traitement favorable accordé aux investissements effectués par les investisseurs d'Etats tiers, au cas ou il serait plus favorable

4 Dans le cas ou, à cause de graves problèmes liés à la balance des paiements, une des Parties Contractantes serait obligée de limiter à titre temporaire le transfert de fonds, ces restrictions ne pourront être appliquées aux investissements relatifs au présent Accord que si la Partie Contractante observe les recommandations pertinentes adoptées dans le cas spécifique par le Fonds Monétaire International Ces restrictions sont adoptées sur une base équitable, non discriminatoire et en bonne foi

ARTICLE VII

Subrogation

Lorsqu'une Partie Contractante ou une de ses Institutions ont accordé une garantie contre les risques non commerciaux d'un investissement effectué par un de leurs investisseurs dans le territoire de l'autre Partie Contractante et qu'elles ont effectué le paiement pour cet investisseur sur la base de ladite garantie, l'autre Partie Contractante reconnaîtra la cession des droits de l'investisseur à la première Partie Contractante Pour ce qui est du transfert du paiement à la Partie Contractante ou à son Institution en vertu de cette cession les dispositions des Articles IV, V et VI du présent Accord sont appliquées

ARTICLE VIII

Procédures de transfert

Les transferts visés aux Articles IV, V, VI et VII sont effectués sans retards injustifiés et, en tout cas dans un délai d'un mois Tous les transferts sont effectués dans une devise librement convertible au taux de change principal, applicable à la date ou l'investisseur a demandé ledit transfert, à l'exception des dispositions visées au paragraphe 3 de l'Article V, au taux de change relatif applicable en cas de nationalisation ou expropriation

ARTICLE IX

Règlement des différends entre les Parties Contractantes

1 Tout différend entre les Parties Contractantes relatif à l'interprétation et à l'application du présent Accord est, pour autant que possible, résolu par la voie de la consultation et de la négociation

2 Si dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle une des Parties Contractantes en a présenté requête par écrit le différend n'est pas réglé, il est soumis à la demande de l'une des Parties Contractantes à un Tribunal Arbitral ad hoc, conformément aux dispositions du présent article

3 Le Tribunal Arbitral sera constitué de la manière suivante dans un délai de deux mois de la date de réception de la demande d'arbitrage, chaque Partie Contractante désigne un membre du Tribunal Le Président est nommé dans un délai de trois mois à partir de la date de désignation des deux autres membres

4 Si dans les délais fixés au paragraphe 3 du présent Article, aucune désignation n'a été effectuée, en l'absence de tout autre accord, chacune des Parties Contractantes peut demander au Président de la Cour Internationale de Justice de procéder à la désignation Si le Président de la Cour est ressortissant de l'une des Parties Contractantes ou si pour une autre raison il ne peut exercer cette fonction, le membre de la Cour Internationale de Justice le plus ancien qui n'est pas ressortissant de l'une des Parties Contractantes sera invité à procéder à la désignation

5 Le Tribunal Arbitral prend ses décisions à la majorité des voix et ses décisions sont contraignantes Les deux Parties Contractantes se répartissent les frais de leur procédure arbitrale et de leur représentant aux audiences Les frais relatifs au Président et tous les autres frais sont répartis équitablement entre les Parties Contractantes Le Tribunal Arbitral établit ses propres procédures

ARTICLE X

Règlement des différends entre les investisseurs et les Parties Contractantes

1 Tout différend entre une Partie Contractante et l'investisseur de l'autre Partie Contractante relatif à un investissement, y compris un différend concernant le montant d'une indemnité, est réglé, pour autant que possible, par la voie de la consultation et de la négociation ·

2 Si l'investisseur et un organisme de l'une ou de l'autre Partie Contractante ont conclu un accord d'investissement, la procédure prévue par l'accord d'investissement est appliquée

3 Si comme prévu au paragraphe 1 du présent Article, le différend n'est pas réglé dans un délai de six mois à partir de la date de la requête formulée par écrit à cet effet, l'investisseur concerné pourra soumettre le différend à l'une des instances désignées ci-après

a) au Tribunal compétent de la Partie Contractante ayant la juridiction territoriale ,

b) au Tribunal arbitral ad hoc, conformément au Règlement en matière d'arbitrage de la Commission des Nations Unies sur le Droit Commercial International (UNCITRAL) , la Partie Contractante d'accueil s'engage de la sorte à accépter de se soumettre audit arbitrage ,

c) au Centre International pour le règlement des différends sur les investissements (C I R D I), pour la mise en œuvre des procédures d'arbitrage visées par la Convention de Washington sur le règlement des différends liés aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, du 18 mars 1965 si ou dès lors que les deux Parties Contractantes y ont adhéré

4 Aux termes du paragraphe 3, lettre b, du présent Article, l'arbitrage est conduit conformément aux dispositions suivantes

Le Tribunal Arbitral est constitué de trois arbitres , si ceux-ci ne sont pas des ressortissants d'une des deux Parties Contractantes, il devront posséder la nationalité d'Etats qui entretiennent des relations diplomatiques avec les deux Parties Contractantes, désignés par le Président de l'Institut d'Arbitrage de la Chambre de Stockholm/Paris en qualité d'Autorité chargée de la désignation L'Arbitrage se déroulera à Stockholm/Paris, sauf en cas d'accord différent entre les Parties concernées En rendant sa décision, le Tribunal Arbitral applique les dispositions du présent Accord, ainsi que les principes du droit international reconnus par les deux Parties Contractantes La décision arbitrale dans le territoire des Parties Contractantes est exécutée conformément aux législations nationales respectives et aux Conventions internationales en la matière auxquelles elles ont adhéré

5 Les Parties Contractantes évitent de négocier par la voie diplomatique toute question relative à une procédure d'arbitrage ou une procédure judiciaire en cours tant que ces procédures n'ont pas été conclues, de même que dans le cas ou une des Parties Contractantes n'ait pas respecté la décision du Tribunal Arbitral ou du Tribunal ordinaire dans le délai prévu par la décision, ou dans un délai à établir sur la base des dispositions du droit international ou interne applicables dans ce cas

ARTICLE XI

Relations entre Gouvernements

Les dispositions du présent Accord sont appliquées indépendamment de l'existence de relations diplomatiques ou consulaires entre les Parties Contractantes

ARTICLE XII

Application d'autres dispositions

1 Si une question est régie tant par le présent Accord que par un autre Accord international auquel adhèrent les deux Parties Contractantes, ou par des dispositions du droit international général, les Parties Contractantes et leurs investisseurs bénéficient de l'application des dispositions les plus favorables

2 Si le traitement accordé par une Partie Contractante aux investisseurs de l'autre Partie Contractante conformément à ses lois, règlements ou autres dispositions, ou selon un contrat

spécifique ou une autorisation d'investissement ou d'autres accords, est plus favorable que celui prévu par le présent Accord, le traitement le plus favorable sera appliqué

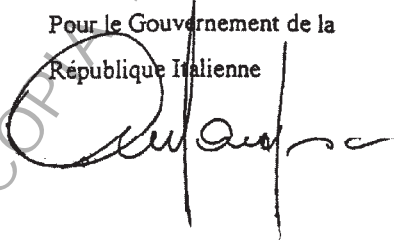
3 Successivement à la date à laquelle l'investissement a été effectué, toute modification significative de la législation de la Partie Contractante, qui règle directement ou indirectement l'investissement, ne sera pas appliquée de manière rétroactive et les investissements effectués dans le cadre du présent Accord seront par conséquent protégés

4 Les dispositions du présent Accord ne limitent pas l'application des dispositions nationales visant à prévenir l'évasion fiscale et le détournement d'actif. Les autorités compétentes de chaque Partie Contractante s'engagent à fournir à la demande de l'autre Partie Contractante tout renseignement utile à cette fin

ARTICLE XIII

Entrée en vigueur

Le présent Accord entre en vigueur à la date de la réception de la dernière des deux notifications par lesquelles chaque Partie Contractante aura officiellement notifié à l'autre l'accomplissement de ses procédures de ratification

ARTICLE XIV

Durée et expiration

1 Le présent Accord est conclu pour une durée de 10 (dix) ans et pour une période additionnelle de cinq ans, à moins que l'une des Parties Contractantes ne le dénonce au plus tard un an avant son expiration

2 Dans le cas d'un investissement effectué avant la date d'expiration, comme prévu au paragraphe 1 du présent Article, les dispositions visées aux Articles I à XII restent en vigueur pour une période additionnelle de cinq ans

En foi de quoi, les soussignés Représentants, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord

FAIT A NOUAKCHOTT le 5/04/2003 en deux exemplaires en langue française

Pour le Gouvernement de la République Italienne

Pour le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie

ACCORDO FRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA ED IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ISLAMICA DI MAURITANIA SULLA PROMOZIONE E LA PROTEZIONE DEGLI INVESTIMENTI

Il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo della Repubblica Islamica di Mauritania, di seguito denominati le "Parti Contraenti",

DESIDEROSI di creare condizioni favorevoli per rafforzare la cooperazione economica fra i due paesi, in particolare per quanto concerne gli investimenti di capitale da parte degli investitori di una Parte Contraente sul territorio dell'altra Parte Contraente,

PERSUASI che l'incoraggiamento e la reciproca protezione di questi investimenti basati su accordi internazionali contribuiranno a stimolare relazioni economiche suscettibili di promuovere la prosperità delle due Parti Contraenti

HANNO CONVENUTO quanto segue

ARTICOLO 1

Definizioni

Ai fini dell'applicazione del presente Accordo

1 Il termine << investimento>> designa ogni categoria di bene investito, prima e dopo l'entrata in vigore del presente Accordo da una persona fisica o giuridica di una Parte Contraente sul territorio dell'altra parte Contraente conformemente alle leggi ed ai regolamenti di detta Parte, a prescindere dalla forma giuridica prescelta e dal quadro giuridico

Fatto salvo quanto precede, sono considerati investimenti, soprattutto ma non esclusivamente, i seguenti elementi

a) i beni mobili ed immobili nonché ogni altro diritto in *rem* di proprietà, compresi i diritti reali di garanzia sulla proprietà di terzi, sempre che possano essere utilizzati ai fini dell'investimento,

b) le azioni, le obbligazioni le quote sociali ed altri titoli di credito nonché i titoli di Stato e i titoli pubblici in generale

c) i crediti finanziari collegati ad un investimento nonché i redditi che provengono da un capitale e che sono reinvestiti i redditi provenienti da un capitale ed i diritti a tutte le prestazioni aventi un valore economico connessi ad un investimento,

d) i diritti di autore, i marchi commerciali, i brevetti, i modelli industriali ed altri diritti di proprietà intellettuale ed industriale, il know-how, i segreti commerciali, le denominazioni commerciali e l'avviamento commerciale,

e) ogni diritto di natura economica conferito per legge o per contratto nonché ogni licenza e concessione conformi alla legge in vigore in materia di attività economiche, compresi i diritti di prospezione, di estrazione e di sfruttamento delle risorse naturali,

f) ogni aumento di valore dell'investimento iniziale

Qualsiasi modifica della forma giuridica scelta per gli investimenti non pregiudica la loro qualifica di investimento

2 Il termine <<investitore>> designa qualsiasi persona fisica o giuridica di una Parte Contraente che effettua investimenti nel territorio dell'altra Parte Contraente, nonché le succursali, associate e filiali estere controllate da tali persone fisiche o giuridiche

3 Il termine <<persona fisica >> designa, per ciascuna delle Parti Contraenti, una persona fisica che possiede la cittadinanza di questo Stato, conformemente alla sua legislazione

4 Il termine <<persona giuridica >> designa, per ciascuna delle Parti Contraenti, qualsiasi organismo avente la propria sede nel territorio di una delle Parti Contraenti e da quest'ultima riconosciuto, come gli istituti pubblici, le società di persone, di capitali, le fondazioni e le associazioni, a prescindere che si tratti o meno di organismi a responsabilità limitata

5 Il termine <<redditi>> designa tutte le somme prodotte o che saranno prodotte da un investimento, compresi in modo particolare i profitti o gli interessi, i dividendi, le royalties, i compensi per prestazioni tecniche, di assistenza o di altra natura, nonché qualsiasi pagamento in natura

6 Il termine <<territorio>> indica, oltre alle superfici delimitate dalle frontiere terrestri, le <<zone marine>> Queste ultime includono le zone marine e sottomarine sotto la sovranità delle Parti Contraenti o su cui esse esercitano diritti sovrani o giurisdizionali conformemente al diritto internazionale

7 L'espressione <<accordo d'investimento>> indica un accordo che una Parte contraente può concludere con un investitore dell'altra Parte Contraente in vista di regolamentare il rapporto specifico concernente l'investimento

8 L'espressione << trattamento non discriminatorio>> indica un trattamento almeno altrettanto favorevole del migliore trattamento esistente fra il trattamento nazionale e quello della nazione più favorita

9 L'espressione <<diritto di accesso>> indica il diritto di essere ammessi ad investire nel territorio dell'altra Parte Contraente, fatti salvi i limiti risultanti da accordi internazionali vincolanti per le due Parti Contraenti

10 L'espressione <<attività collegate ad un investimento>> indica, fra l'altro, l'organizzazione, il controllo, il funzionamento, il mantenimento e la cessione di società, filiali, agenzie, uffici o altre organizzazioni per la gestione delle attività commerciali, l'accesso ai mercati finanziari, la richiesta di prestiti, l'acquisto, la vendita e l'emissione di azioni e di altri titoli e l'acquisto di valuta estera per le importazioni necessarie allo svolgimento delle attività commerciali, la commercializzazione di beni e servizi l'approvvigionamento, la vendita ed il trasporto di materie prime e trasformate di energia, di carburanti e di mezzi di produzione, nonché la diffusione d'informazioni commerciali

ARTICOLO II

Promozione e protezione degli investimenti

1 Ciascuna delle Parti contraenti incoraggia gli investitori dell'altra Parte Contraente ad investire sul suo territorio

2 Gli investitori di entrambe le Parti Contraenti avranno un diritto di accesso alle attività d'investimento nel territorio dell'altra Parte Contraente non meno favorevole di quello previsto all'Articolo III, paragrafo 1

3 Ciascuna delle Parti Contraenti concede sempre un trattamento giusto ed equo agli investimenti degli investitori dell'altra Parte Contraente Le Parti Contraenti verificheranno che la gestione, il mantenimento, l'uso, la trasformazione, il godimento o la cessione degli investimenti effettuati sul loro territorio dagli investitori dell'altra Parte contraente, nonché dalle società ed imprese nelle quali questi investimenti sono stati effettuati, non siano in alcun caso sottoposti a misure ingiustificate o discriminatorie

4 Ciascuna delle Parti Contraenti crea e mantiene sul suo territorio un quadro giuridico atto ad assicurare agli investitori la continuità del trattamento giuridico, ivi compreso il rispetto in buona fede di tutti gli impegni stipulati nei confronti di ciascun investitore

5 Le Parti Contraenti non istituiscono alcuna condizione per la realizzazione, lo sviluppo o il perseguimento degli investimenti suscettibile di comportare l'accettazione o l'imposizione di obblighi connessi alla produzione per l'esportazione o che prevedano l'approvvigionamento di beni *in loco* o ogni condizione analoga

6 In conformità alle sue leggi ed ai suoi regolamenti, ciascuna delle Parti Contraenti concede ai cittadini dell'altra Parte Contraente che si trovano nel suo territorio per un investimento regolamentato dal presente Accordo, delle condizioni di lavoro adeguate allo svolgimento delle loro attività professionali Ciascuna delle Parti Contraenti applicherà il trattamento piu favorevole alle questioni connesse all'ingresso, al soggiorno, al lavoro ed agli spostamenti all'interno del suo territorio, dei cittadini dell'altra Parte Contraente nonché dei loro famigliari

Le società costituite in conformità alle leggi ed ai regolamenti di una Parte Contraente e che sono di proprietà, o controllate dagli investitori dell'altra Parte Contraente, sono autorizzate a reclutare liberamente i quadri dirigenti ad alto livello a prescindere dalla loro nazionalità, conformemente alle leggi della Parte Contraente di accoglienza

ARTICOLO III

Trattamento nazionale e clausola della nazione piu favorita

1 Ciascuna delle Parti Contraenti concede sul proprio territorio agli investimenti effettuati ed ai redditi inerenti degli investitori dell'altra Parte contraente, un trattamento non meno favorevole di quello riservato agli investimenti effettuati ed ai redditi inerenti dei propri cittadini o di quelli di paesi terzi Lo stesso trattamento si estende alle attività collegate all'investimento

2 Se, sulla base della legislazione di una delle Parti Contraenti o degli obblighi internazionali in vigore, o che potrebbero in futuro entrare in vigore in una delle Parti Contraenti, si verifichi una situazione giuridica secondo la quale gli investitori dell'altra Parte Contraente beneficerebbero di un trattamento più favorevole di quello previsto dal presente Accordo il trattamento concesso agli investitori di detta altra Parte sarà applicato agli investitori della Parte Contraente interessata anche per i rapporti già instaurati

3 Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 del presente Articolo non si estendono ai vantaggi ed ai privilegi che una Parte Contraente potrebbe concedere agli investitori di uno Stato terzo in forza della loro appartenenza ad una unione doganale o economica, ad un mercato comune, ad una zona di libero scambio, ad un Accordo regionale o sub-regionale, a un Accordo economico multilaterale internazionale, o in forza di Accordi conclusi al fine di evitare la doppia imposizione o facilitare il commercio transfrontaliero

Articolo IV

Indennizzo per danni o perdite

Se gli investitori di ciascuna delle Parti contraenti subiscono, sul territorio dell'altra Parte Contraente, perdite o danni ai loro investimenti per causa di guerre, di altre forme di conflitto armato, stato di emergenza conflitti civili o altri eventi simili, la Parte Contraente nel cui territorio l'investimento è stato effettuato concede un'indennità adeguata per riparare le perdite o i danni, a prescindere dal fatto che questi ultimi siano stati provocati da forze governative

o da altri soggetti L'indennità è liquidata in valuta liberamente convertibile, liberamente trasferibile e senza ritardi ingiustificati

Gli investitori interessati hanno diritto allo stesso trattamento riservato ai cittadini dell'altra Parte Contraente e, in ogni caso, ad un trattamento non meno favorevole di quello concesso agli investitori di Stati terzi

ARTICOLO V

Nazionalizzazione o esproprio

1 Gli investimenti effettuati nel quadro del presente Accordo non sono assoggettati ad alcuna misura suscettibile di limitare a titolo permanente o temporaneo, il diritto di proprietà, il possesso, il controllo o il godimento degli investimenti, fatta salva la legislazione nazionale o locale in vigore e le disposizioni stabilite dalle autorità giurisdizionali competenti

2 Gli investimenti e le attività connesse agli investimenti degli investitori di una delle Parti Contraenti non saranno oggetto, *de iure o de facto* direttamente o indirettamente, di misure di nazionalizzazione, di esproprio, di requisizione o di ogni altra misura analoga, comprese le misure che pregiudicano le società ed i beni controllati dall'investitore nel territorio dell'altra Parte Contraente, salvo per finalità pubbliche o motivi d'interesse azionale, in questo caso è previsto il pagamento immediato, completo ed effettivo di un'indennità, a condizione che tali misure siano state adottate su base non discriminatoria e conformemente a tutte le disposizioni e procedure giuridiche

3 L'importo adeguato dell'indennità sarà equivalente all'effettivo valore commerciale dell'investimento espropriato immediatamente prima del momento in cui la decisione di nazionalizzare o di espropriare è stata annunciata o resa pubblica

Qualora vi siano difficoltà per determinare l'effettivo valore commerciale, sarà determinato sulla base dei criteri di valutazione riconosciuti a livello internazionale

L'indennità è calcolata in una valuta convertibile al tasso di cambio principale, applicabile alla data in cui la decisione di nazionalizzare o di espropriare è stata annunciata o resa pubblica, essa deve includere gli interessi calcolati sulla base dei parametri EURIBOR a decorrere dalla data di nazionalizzazione o di esproprio fino alla data del pagamento, essa potrà essere liberamente riscossa e trasferita

Dal momento della sua determinazione, l'indennità è pagata senza ritardi ingiustificati ed in ogni caso nel termine di un mese

4 Se l'oggetto dell'esproprio è una società mista costituita nel territorio di una delle due Parti contraenti, l'indennità che spetta all'investitore di una Parte Contraente è calcolata tenuto conto del valore della partecipazione di quest'ultimo nella società mista, conformemente ai documenti pertinenti e secondo gli stessi criteri di valutazione previsti al paragrafo 3 del presente Articolo

5 I cittadini o le società di una delle due Parti Contraenti che dichiarano aver subito l'esproprio dei loro investimenti o di una parte, hanno diritto ad un immediato esame da parte delle autorità giudiziarie o amministrative competenti dell'altra Parte Contraente, in vista di verificare se l'esproprio ha avuto effettivamente luogo e, in tal caso, se l'esproprio e l'eventuale indennità sono conformi ai principi del diritto internazionale, nonché per decidere su tutte le questioni afferenti

6 Se dopo l'esproprio l'investimento espropriato non è utilizzato in tutto o in parte per le finalità previste l'ex-proprietario e il suo/ suoi associati hanno diritto di riacquistarlo Il prezzo

dell'investimento espropriato è calcolato con riferimento alla data del riacquisto sulla base degli stessi criteri di valutazione adottati al momento del calcolo del risarcimento di cui al paragrafo 3 del presente Articolo

ARTICOLO VI

Rimpatrio del capitale, utili e reddito

1 Ciascuna Parte Contraente garantisce che tutti i pagamenti relativi ad un investimento nel suo territorio, effettuati da un investitore dell'altra Parte Contraente, possano essere liberamente trasferiti all'interno ed al di fuori del suo territorio, senza ritardi ingiustificati e previo adempimento di tutti gli obblighi fiscali I trasferimenti includono, in modo particolare ma non esclusivamente

a) il capitale ed il capitale addizionale, ivi compreso l'utile reinvestito utilizzato per il mantenimento e l'accrescimento dell'investimento

b) il reddito netto, i dividendi, le royalties , i pagamenti per l'assistenza ed i servizi tecnici, gli interessi ed altri utili

c) il reddito derivante dalla vendita totale o parziale o dalla liquidazione totale o parziale di un investimento

d) i fondi per il rimborso dei prestiti ottenuti per finanziare un investimento e per il pagamento degli interessi che ne risultano,

e) la retribuzione e le indennità versate ai cittadini dell'altra Parte Contraente per il loro lavoro e per i servizi forniti nel quadro di un investimento effettuato nel territorio dell'altra Parte Contraente, nella misura e secondo le modalità previste dalla legislazione e dai regolamenti nazionali in vigore,

d) i pagamenti a titolo d'indennizzo di cui all'Articolo IV

2 Gli obblighi fiscali di cui al paragrafo 1 precedente sono adempiuti quando l'investitore ha completato le procedure previste dalla legislazione della Parte Contraente nel cui territorio si effettua l'investimento

3 Fatta salva la portata dell'Articolo III del presente Accordo, le due Parti Contraenti s'impegnano ad applicare ai trasferimenti di cui al paragrafo 1 del presente Articolo lo stesso trattamento favorevole concesso agli investimenti effettuati dagli investitori di Stati terzi, qualora fosse più favorevole

4 Se, nel caso di gravi problemi inerenti alla bilancia dei pagamenti, una delle Parti Contraenti fosse obbligata a limitare a titolo temporaneo il trasferimento di fondi, queste restrizioni potranno essere applicate agli investimenti relativi al presente Accordo solo se la Parte Contraente osserva le raccomandazioni pertinenti adottate nel caso specifico dal Fondo Monetario Internazionale Queste restrizioni saranno adottate su base equa, non discriminatoria ed in buona fede

ARTICOLO VII

Surroga

Se una Parte Contraente o una delle sue Istituzioni ha concesso una garanzia contro i rischi non commerciali di un investimento effettuato da uno dei suoi investitori sul territorio dell'altra Parte Contraente ed esse hanno effettuato il pagamento per tale investitore sulla base di tale garanzia, l'altra Parte Contraente riconoscerà la cessione dei diritti dell'investitore alla prima Parte Contraente Per quanto riguarda il trasferimento del pagamento alla Parte

Contraente o alla sua istituzione in forza di questa cessione, si applicano le disposizioni degli Articoli IV V e VI del presente Accordo

ARTICOLO VIII

Procedure di trasferimento

I trasferimenti di cui agli Articoli IV V VI e VII sono effettuati senza ritardi ingiustificati e in ogni caso entro un mese Tutti i trasferimenti sono effettuati in una valuta liberamente convertibile al tasso di cambio principale applicabile alla data in cui l'investitore ha richiesto detto trasferimento, ad eccezione delle disposizioni di cui al paragrafo 3 dell'Articolo V, relative al tasso di cambio applicabile in caso di nazionalizzazione o di esproprio

ARTICOLO IX

Soluzione delle controversie fra le Parti Contraenti

1 Qualsiasi controversia fra le Parti Contraenti , relativa all'interpretazione ed all'applicazione del presente Accordo è, per quanto possibile, risolta per mezzo di consultazioni e di negoziazioni

2 Se entro un termine di sei mesi a decorrere dalla data in cui una delle Parti Contraenti ne ha fatto richiesta per iscritto la controversia non è risolta, essa sarà sottoposta a domanda di una delle Parti Contraenti ad un Tribunale arbitrale ad hoc, conformemente alle disposizioni del presente Articolo

3 Il Tribunale Arbitrale sarà costituito come segue entro un termine di due mesi dalla data di ricezione della domanda di arbitrato, ciascuna Parte Contraente designa un membro del Tribunale Il Presidente è nominato entro un termine di tre mesi a decorrere dalla data di designazione degli altri due membri

4 Se entro i termini stabiliti al paragrafo 3 del presente Articolo, nessuna designazione è stata effettuata in mancanza di ogni altro accordo ciascuna delle Parti Contraenti può chiedere al Presidente della Corte Internazionale di Giustizia di procedere alla designazione Se il Presidente della Corte è cittadino di una delle Parti Contraenti o se, per qualsiasi altra ragione, egli non può esercitare questa funzione, il membro della Corte internazionale di Giustizia con maggiore anzianità che non è cittadino di una delle parti Contraenti sarà invitato a procedere alla designazione

5 Il Tribunale Arbitrale adotta le sue decisioni a maggioranza dei voti, e le sue decisioni sono vincolanti Entrambe le Parti Contraenti sostengono le spese della loro procedura arbitrale e del loro rappresentante alle udienze Le spese relative al Presidente e tutte le altre spese sono equamente ripartite fra le Parti Contraenti Il Tribunale Arbitrale stabilisce le proprie procedure

ARTICOLO X

Soluzione delle controversie tra gli investitori e le Parti Contraenti

1 Ogni controversia fra una Parte Contraente e l'investitore dell'altra Parte Contraente relativa ad un investimento, ivi compresa una controversia concernente l'ammontare di un indennizzo, è risolta per quanto possibile per mezzo di consultazioni e negoziazioni

2 Se l'investitore ed un organismo dell'una o dell'altra Parte contraente hanno concluso un accordo d'investimento, si applica la procedura prevista dall'accordo d'investimento.

3 Se, come previsto al paragrafo 1 del presente Articolo, la controversia non è risolta entro un termine di sei mesi a decorrere dalla data della richiesta formulata per iscritto a tal fine, l'investitore interessato potrà sottoporre la controversia ad una delle seguenti istanze

a) al Tribunale competente della Parte Contraente avente giurisdizione territoriale,

b) al Tribunale arbitrale ad hoc conformemente al Regolamento in materia di arbitrato della Commissione delle Nazioni Unite sul Diritto Commerciale Internazionale (UNCITRAL), in tal modo la Parte Contraente di accoglienza s'impegna ad accettare di sottoporsi a detto arbitrato,

c) al Centro Internazionale per la soluzione delle controversie relative agli investimenti per la messa in opera delle procedure d'arbitrato indicate dalla Convenzione di Washington del 18 marzo 1965, sulla soluzioni delle controversie relative agli investimenti tra Stati e cittadini di altri Stati, se, o non appena le due Parti Contraenti vi hanno aderito

4 Ai sensi del paragrafo 3 lettera b) del presente Articolo, l'arbitrato si svolge conformemente alle seguenti disposizioni

Il Tribunale Arbitrale è costituito da tre arbitri se questi ultimi non sono cittadini di una delle due Parti contraenti essi dovranno avere la nazionalità di Stati che intrattengono relazioni diplomatiche con le due Parti contraenti, designati dal Presidente dell'Istituto Arbitrale della Camera di Stoccolma/Parigi, in qualità di autorità incaricata della designazione L'Arbitrato si svolgerà a Stoccolma/Parigi, salvo in caso di accordo diverso fra le Parti interessate Nel pronunciare la sua decisione, il Tribunale Arbitrale applica le disposizioni del presente Accordo, nonché i principi del diritto internazionale riconosciuti dalle due Parti Contraenti La decisione arbitrale nel territorio delle Parti Contraenti è eseguita conformemente alle rispettive legislazioni nazionali ed alle Convenzioni internazionali in materia alle quali esse hanno aderito

5 Le Parti Contraenti evitano di negoziare per le vie diplomatiche qualsiasi questione relativa ad una procedura di arbitrato o ad una procedura giudiziaria in corso, fintanto che queste procedure non sono state concluse, come pure nel caso in cui una delle Parti Contraenti non abbia rispettato la decisione del Tribunale Arbitrale o del Tribunale ordinario nei termini previsti dalla decisione o in un termine da stabilire sulla base delle disposizioni del diritto internazionale o interno applicabili in questo caso

ARTICOLO XI

Relazioni fra i Governi

Le disposizioni del presente Accordo si applicano indipendentemente dall'esistenza di relazioni diplomatiche o consolari fra le Parti Contraenti

ARTICOLO XII

Applicazione di altre disposizioni

1 Se una questione è regolamentata sia dal presente Accordo, sia da un altro accordo internazionale al quale entrambe le Parti Contraenti aderiscono, o da disposizioni del diritto internazionale generale le Parti Contraenti ed i loro investitori beneficiano dell'applicazione delle disposizioni piu favorevoli

2 Se il trattamento concesso da una Parte Contraente agli investitori dell'altra Parte Contraente conformemente alle sue leggi regolamenti o altre disposizioni o secondo un contratto specifico o un'autorizzazione per l'investimento, o altri accordi, è piu favorevole di quello previsto dal presente Accordo sarà applicato il trattamento piu favorevole

3 Successivamente alla data in cui l'investimento è stato effettuato, ogni modifica significativa della legislazione della Parte Contraente, che regolamenta l'investimento direttamente o indirettamente, non sarà applicata in modo retroattivo e gli investimenti effettuati nel quadro del presente Accordo saranno di conseguenza tutelati

4 Le disposizioni del presente Accordo non limitano l'applicazione delle disposizioni nazionali volte a prevenire l'evasione fiscale e l'elusione

5 Le autorità competenti di ciascuna Parte Contraente s'impegnano a fornire, su richiesta dell'altra Parte Contraente, ogni informazione utile a tal fine

ARTICOLO XIII

Entrata in vigore

Il presente Accordo entra in vigore alla data di ricezione dell'ultima delle due notifiche con cui ciascuna Parte Contraente avrà ufficialmente notificato all'altra l'adempimento delle sue procedure di ratifica

ARTICOLO XIV

Durata e scadenza

1 1 Il presente Accordo è concluso per una durata di 10 (dieci) anni e per un periodo addizionale di cinque anni, salvo che una delle Parti Contraenti lo denunci al più tardi un anno prima della sua scadenza

2 Nel caso di un investimento effettuato prima della data di scadenza, come previsto al paragrafo 1 del presente Articolo, le disposizioni di cui agli Articoli da I a XII rimangono in vigore per un periodo addizionale di cinque anni

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti Rappresentanti, debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi hanno firmato il presente Accordo

FATTO A NOUAKCHOTT il 5 04 2003, in due esemplari in lingua francese

Per il Governo della Repubblica Italiana

Alfredo Mantica

Per il Governo della Repubblica Islamica di Mauritania

Mohamed Ould Nani

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 4518):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (Frattini) il 25 novembre 2003;

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 26 gennaio 2004 con pareri delle commissioni I, II, V, VI e X;

Esaminato dalla III commissione il 3 febbraio 2004 e il 10 marzo 2004;

Esaminato in aula e approvato il 1° aprile 2004.

Senato della Repubblica (atto n. 2882):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 20 aprile 2004, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª e 10ª;

Esaminato dalla 3ª commissione il 19 maggio 2004 e il 16 giugno 2004;

Relazione scritta presentata il 18 giugno 2004 (atto n. 2882-A relatore sen. Provera);

Esaminato in aula e approvato il 20 luglio 2004.

04G0243

DECRETI, DELIBERE E ORDINANZE MINISTERIALI

MINISTERO DEL LAVORO E DELLE POLITICHE SOCIALI

DECRETO 16 giugno 2004.

Scioglimento della cooperativa «a r.l. GE.S.CO.», in Pisticci.

IL DIRETTORE PROVINCIALE DEL LAVORO DI MATERA

Visto l'art. 2545-*septiesdecies*, primo comma del codice civile che recita «l'autorità di vigilanza, con provvedimento da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* e da iscriversi nel registro delle imprese, può sciogliere le società cooperative e gli enti mutualistici che non perseguono lo scopo mutualistico o non sono in condizione di raggiungere gli scopi per cui sono stati costituiti o che per due anni consecutivi non hanno depositato il bilancio di esercizio o non hanno compiuto atti di gestione»;

Atteso che l'Autorità governativa per le società cooperative e i loro consorzi si identifica, ai sensi dell'art. 1, comma 1, del decreto legislativo n. 220 del 2 agosto 2002, con il Ministero delle attività produttive;

Visto il decreto del Direttore generale della cooperazione del 6 marzo 1996, con il quale è stata decentrata alle competenti direzioni provinciali del lavoro l'adozione del provvedimento di scioglimento senza nomina di liquidatore;

Vista la convenzione per la regolamentazione e la disciplina dei rapporti tra gli uffici, centrali e periferici, del Ministero del lavoro e delle politiche sociali e gli uffici del Ministero delle attività produttive, per lo svolgimento delle funzioni in materia di cooperazione del 30 novembre 2001;

Visto il verbale di revisione cooperativa del 28 luglio 2003, redatto nei confronti della società cooperativa «a r.l. GE.S.CO.», con sede in Pisticci da cui risulta che la cooperativa medesima trovasi nella ipotesi prevista dal precitato primo comma dell'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile;

Decreta:

Dalla data del presente decreto la cooperativa «a r.l. GE.S.CO.», con sede in Pisticci, è sciolta senza nomina del liquidatore ai sensi dell'art. 2545-*septiesdecies*.

Matera, 16 giugno 2004

Il direttore provinciale: GURRADO

04A07987

DECRETO 16 giugno 2004.

Scioglimento della società cooperativa «a r.l. Mastrogeppetto», in Bernalda.

IL DIRETTORE PROVINCIALE DEL LAVORO DI MATERA

Visto l'art. 2545-*septiesdecies*, primo comma del codice civile che recita «l'autorità di vigilanza, con provvedimento da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* e da iscriversi nel registro delle imprese, può sciogliere le società cooperative e gli enti mutualistici che non perseguono lo scopo mutualistico o non sono in condizione di raggiungere gli scopi per cui sono stati costituiti o che per due anni consecutivi non hanno depositato il bilancio di esercizio o non hanno compiuto atti di gestione»;

Atteso che l'Autorità governativa per le società cooperative e i loro consorzi si identifica, ai sensi dell'art. 1, primo comma, del decreto legislativo n. 220 del 2 agosto 2002, con il Ministero delle attività produttive;

Visto il decreto del direttore generale della cooperazione del 6 marzo 1996, con il quale è stata decentrata alle competenti direzioni provinciali del lavoro l'adozione del provvedimento di scioglimento senza nomina di liquidatore;

Vista la convenzione per la regolamentazione e la disciplina dei rapporti tra gli uffici, centrali e periferici, del Ministero del lavoro e delle politiche sociali e gli uffici del Ministero delle attività produttive, per lo svolgimento delle funzioni in materia di cooperazione del 30 novembre 2001;

Visto il verbale di revisione cooperativa del 24 luglio 2003, redatto nei confronti della società cooperativa «a r.l. Mastrogeppetto», con sede in Bernalda da cui risulta che la cooperativa medesima trovasi nella ipotesi prevista dal precitato primo comma dell'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile;

Decreta:

Dalla data del presente decreto la cooperativa «a r.l. Mastrogeppetto», con sede in Bernalda, è sciolta senza nomina del liquidatore ai sensi dell'art. 2545-*septiesdecies*.

Matera, 16 giugno 2004

Il direttore provinciale: GURRADO

04A07988

DECRETO 16 giugno 2004.

Scioglimento della società cooperativa «a r.l. C.L.G. Costruzioni lavori generali», in Ferrandina.

IL DIRETTORE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI MATERA

Visto l'art. 2545-*septiesdecies*, primo comma del codice civile che recita «l'autorità di vigilanza, con provvedimento da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* e da iscriversi nel registro delle imprese, può sciogliere le società cooperative e gli enti mutualistici che non perseguono lo scopo mutualistico o non sono in condizione di raggiungere gli scopi per cui sono stati costituiti o che per due anni consecutivi non hanno depositato il bilancio di esercizio o non hanno compiuto atti di gestione»;

Atteso che l'Autorità governativa per le società cooperative e i loro consorzi si identifica, ai sensi dell'art. 1, comma 1, del decreto legislativo n. 220 del 2 agosto 2002, con il Ministero delle attività produttive;

Visto il decreto del direttore generale della cooperazione del 6 marzo 1996, con il quale è stata decentrata alle competenti Direzioni provinciali del lavoro l'adozione del provvedimento di scioglimento senza nomina di liquidatore;

Vista la convenzione per la regolamentazione e la disciplina dei rapporti tra gli uffici, centrali e periferici, del Ministero del lavoro e delle politiche sociali e gli uffici del Ministero delle attività produttive, per lo svolgimento delle funzioni in materia di cooperazione del 30 novembre 2001;

Visto il verbale di revisione cooperativa del 18 giugno 2004, redatto nei confronti della società cooperativa «a r.l. C.L.G. Costruzioni lavori generali», con sede in Ferrandina da cui risulta che la cooperativa medesima trovasi nella ipotesi prevista dal precitato primo comma dell'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile;

Decreta:

Dalla data del presente decreto la cooperativa «a r.l. C.L.G. Costruzioni lavori generali», con sede in Ferrandina, è sciolta senza nomina del liquidatore ai sensi dell'art. 2545-*septiesdecies*.

Matera, 16 giugno 2004

Il direttore provinciale: GURRADO

04A07989

DECRETO 16 giugno 2004.

Scioglimento della società cooperativa «a r.l. Azzurra 85», in Bernalda.

IL DIRETTORE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI MATERA

Visto l'art. 2545-*septiesdecies*, primo comma del codice civile che recita «l'autorità di vigilanza, con provvedimento da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* e da iscriversi nel registro delle imprese, può sciogliere le società cooperative e gli enti mutualistici che non perseguono lo scopo mutualistico o non sono in condizione di raggiungere gli scopi per cui sono stati costituiti o che per due anni consecutivi non hanno depositato il bilancio di esercizio o non hanno compiuto atti di gestione»;

Atteso che l'Autorità governativa per le società cooperative e i loro consorzi si identifica, ai sensi dell'art. 1, comma 1, del decreto legislativo n. 220 del 2 agosto 2002, con il Ministero delle attività produttive;

Visto il decreto del direttore generale della cooperazione del 6 marzo 1996, con il quale è stata decentrata alle competenti direzioni provinciali del lavoro l'adozione del provvedimento di scioglimento senza nomina di liquidatore;

Vista la convenzione per la regolamentazione e la disciplina dei rapporti tra gli uffici, centrali e periferici, del Ministero del lavoro e delle politiche sociali e gli uffici del Ministero delle attività produttive, per lo svolgimento delle funzioni in materia di cooperazione del 30 novembre 2001;

Visto il verbale di revisione cooperativa del 23 maggio 2003, redatto nei confronti della società cooperativa «a r.l. Azzurra 85», con sede in Bernalda da cui risulta che la cooperativa medesima trovasi nella ipotesi prevista dal precitato primo comma dell'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile;

Decreta:

Dalla data del presente decreto la cooperativa «a r.l. Azzurra 85», con sede in Bernalda, è sciolta senza nomina del liquidatore ai sensi dell'art. 2545-*septiesdecies*.

Matera, 16 giugno 2004

Il direttore provinciale: GURRADO

04A07990

DECRETO 16 giugno 2004.

Scioglimento della società cooperativa «a r.l. Agri-for braccianti e tecnici in agricoltura», in Bernalda.

IL DIRETTORE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI MATERA

Visto l'art. 2545-*septiesdecies*, primo comma del codice civile che recita «l'autorità di vigilanza, con provvedimento da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* e da iscriversi nel registro delle imprese, può sciogliere le società cooperative e gli enti mutualistici che non perseguono lo scopo mutualistico o non sono in condizione di raggiungere gli scopi per cui sono stati costituiti o che per due anni consecutivi non hanno depositato il bilancio di esercizio o non hanno compiuto atti di gestione»;

Atteso che l'Autorità governativa per le società cooperative e i loro consorzi si identifica, ai sensi dell'art. 1, comma 1, del decreto legislativo n. 220 del 2 agosto 2002, con il Ministero delle attività produttive;

Visto il decreto del direttore generale della cooperazione del 6 marzo 1996, con il quale è stata decentrata alle competenti direzioni provinciali del lavoro l'adozione del provvedimento di scioglimento senza nomina di liquidatore;

Vista la convenzione per la regolamentazione e la disciplina dei rapporti tra gli uffici, centrali e periferici, del Ministero del lavoro e delle politiche sociali e gli uffici del Ministero delle attività produttive, per lo svolgimento delle funzioni in materia di cooperazione del 30 novembre 2001;

Visto il verbale di revisione cooperativa del 16 giugno 2003, redatto nei confronti della società cooperativa «a r.l. Agri-for braccianti e tecnici in agricoltura», con sede in Bernalda da cui risulta che la cooperativa medesima trovasi nella ipotesi prevista dal precitato primo comma dell'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile;

Decreta:

Dalla data del presente decreto la cooperativa «a r.l. Agri-for braccianti e tecnici in agricoltura», con sede in Bernalda, è sciolta senza nomina del liquidatore ai sensi dell'art. 2545-*septiesdecies*.

Matera, 16 giugno 2004

Il direttore provinciale: GURRADO

04A07991

DECRETO 16 giugno 2004.

Scioglimento della società cooperativa «a r.l. Metal Sud, in Bernalda».

IL DIRETTORE PROVINCIALE DEL LAVORO DI MATERA

Visto l'art. 2545-*septiesdecies*, primo comma del codice civile che recita «l'autorità di vigilanza, con provvedimento da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* e da iscriversi nel registro delle imprese, può sciogliere le società cooperative e gli enti mutualistici che non perseguono lo scopo mutualistico o non sono in condizione di raggiungere gli scopi per cui sono stati costituiti o che per due anni consecutivi non hanno depositato il bilancio di esercizio o non hanno compiuto atti di gestione»;

Atteso che l'Autorità governativa per le società cooperative e i loro consorzi si identifica, ai sensi dell'art. 1, comma 1, del decreto legislativo n. 220 del 2 agosto 2002, con il Ministero delle attività produttive;

Visto il decreto del direttore generale della cooperazione del 6 marzo 1996, con il quale è stata decentrata alle competenti direzioni provinciali del lavoro l'adozione del provvedimento di scioglimento senza nomina di liquidatore;

Vista la convenzione per la regolamentazione e la disciplina dei rapporti tra gli uffici, centrali e periferici, del Ministero del lavoro e delle politiche sociali e gli uffici del Ministero delle attività produttive, per lo svolgimento delle funzioni in materia di cooperazione del 30 novembre 2001;

Visto il verbale di revisione cooperativa del 16 giugno 2003, redatto nei confronti della società cooperativa «a r.l. Metal Sud», con sede in Bernalda da cui risulta che la cooperativa medesima trovasi nella ipotesi prevista dal precitato primo comma dell'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile;

Decreta:

Dalla data del presente decreto la cooperativa «a r.l. Metal Sud», con sede in Bernalda, è sciolta senza nomina del liquidatore ai sensi dell'art. 2545-*septiesdecies*.

Matera, 16 giugno 2004

Il direttore provinciale: GURRADO

04A07992

DECRETO 16 giugno 2004.

Scioglimento della società cooperativa «a r.l. Alto Jonio», in Policoro.

IL DIRETTORE PROVINCIALE DEL LAVORO DI MATERA

Visto l'art. 2545-*septiesdecies*, primo comma del codice civile che recita «l'autorità di vigilanza, con provvedimento da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* e da iscriversi nel registro delle imprese, può sciogliere le società cooperative e gli enti mutualistici che non perseguono lo scopo mutualistico o non sono in condizione di raggiungere gli scopi per cui sono stati costituiti o che per due anni consecutivi non hanno depositato il bilancio di esercizio o non hanno compiuto atti di gestione»;

Atteso che l'Autorità governativa per le società cooperative e i loro consorzi si identifica, ai sensi dell'art. 1, comma 1, del decreto legislativo n. 220 del 2 agosto 2002, con il Ministero delle attività produttive;

Visto il decreto del direttore generale della cooperazione del 6 marzo 1996, con il quale è stata decentrata alle competenti direzioni provinciali del lavoro l'adozione del provvedimento di scioglimento senza nomina di liquidatore;

Vista la convenzione per la regolamentazione e la disciplina dei rapporti tra gli uffici, centrali e periferici, del Ministero del lavoro e delle politiche sociali e gli

uffici del Ministero delle attività produttive, per lo svolgimento delle funzioni in materia di cooperazione del 30 novembre 2001;

Visto il verbale di revisione cooperativa del 22 luglio 2003, redatto nei confronti della società cooperativa «a r.l. Alto Jonio», con sede in Policoro da cui risulta che la cooperativa medesima trovasi nella ipotesi prevista dal precitato primo comma dell'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile;

Decreta:

Dalla data del presente decreto la cooperativa «a r.l. Alto Jonio», con sede in Policoro, è sciolta senza nomina del liquidatore ai sensi dell'art. 2545-*septiesdecies*.

Matera, 16 giugno 2004

Il direttore provinciale: GURRADO

04A07993

DECRETO 26 luglio 2004.

Modifica al decreto 14 dicembre 2000, relativo allo scioglimento della società cooperativa di produzione e lavoro «Pontino export» a r.l., in Latina.

IL DIRETTORE PROVINCIALE DEL LAVORO DI LATINA

Visto il decreto ministeriale del 14 dicembre 2000 con il quale la società cooperativa Pontino Export a r.l., con sede in Latina, costituita per rogito notaio Massimo Lottini in data 21 novembre 1995, repertorio n. 33744 - Registro società n. 22303, è stata sciolta ai sensi dell'art. 2544 del codice civile con nomina di commissario liquidatore;

Visto il decreto del direttore generale della cooperazione del 6 marzo 1996 che ha decentrato a livello provinciale le procedure di scioglimento d'ufficio ai sensi dell'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile, limitatamente a quelle senza nomina di liquidatore;

Vista la convenzione del 30 novembre 2001 stipulata tra il Ministero del lavoro e delle politiche sociali e il Ministero delle attività produttive;

Visto il decreto ministeriale 27 gennaio 1998, art. 2 e il decreto ministeriale 17 luglio 2003;

Vista la nota del Ministero delle attività produttive del 24 marzo 2004, prot. n. 1575505;

Decreta:

Il decreto ministeriale 14 dicembre 2000 è modificato come segue:

la società cooperativa di produzione e lavoro «Pontino Export» a r.l., con sede in Latina, costituita per rogito notaio Massimo Lottini in data 21 novembre 1995, repertorio n. 33744 - Registro società n. 22303 - B.U.S.C. n. 3306/272955, è sciolta ai sensi dell'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile senza nomina di liquidatore, in virtù del già citato art. 2 del decreto ministeriale 27 gennaio 1998.

Latina, 26 luglio 2004

Il direttore provinciale: TRINCHELLA

04A08057

DECRETO 26 luglio 2004.

Modifica al decreto 22 settembre 1998, relativo allo scioglimento della società cooperativa di produzione e lavoro «La Marina» a r.l., in Formia.

IL DIRETTORE PROVINCIALE DEL LAVORO DI LATINA

Visto il decreto ministeriale del 22 settembre 1998 con il quale la società cooperativa La Marina a r.l., con sede in Formia (Latina), costituita per rogito notaio Mario Lena in data 23 agosto 1985, repertorio n. 25304 - Registro società n. 10710, è stata sciolta ai sensi dell'art. 2544 del codice civile con nomina di commissario liquidatore;

Visto il decreto del direttore generale della cooperazione del 6 marzo 1996 che ha decentrato a livello provinciale le procedure di scioglimento d'ufficio ai sensi dell'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile, limitatamente a quelle senza nomina di liquidatore;

Vista la convenzione del 30 novembre 2001 stipulata tra il Ministero del lavoro e delle politiche sociali e il Ministero delle attività produttive;

Visto il decreto ministeriale 27 gennaio 1998, art. 2 e il decreto ministeriale 17 luglio 2003;

Vista la nota del Ministero delle attività produttive del 24 marzo 2004, prot. n. 1575500;

Decreta:

Il decreto ministeriale 22 settembre 1998 è modificato come segue:

la società cooperativa di produzione e lavoro «La Marina» a r.l., con sede in Formia (Latina), costituita per rogito notaio Mario Lena in data 23 agosto 1985, repertorio n. 25304 - Registro società n. 10710 - B.U.S.C. n. 2372/213976, è sciolta ai sensi dell'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile senza nomina di liquidatore, in virtù del già citato art. 2 del decreto ministeriale 27 gennaio 1998.

Latina, 26 luglio 2004

Il direttore provinciale: TRINCHELLA

04A08058

DECRETO 26 luglio 2004.

Scioglimento della società cooperativa di produzione e lavoro «SA.GI.» a r.l., in Latina.

IL DIRETTORE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI LATINA

Visto l'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile;

Vista la legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il decreto del direttore generale della cooperazione del 6 marzo 1996 che ha decentrato a livello provinciale le procedure di scioglimento d'ufficio ai sensi deIl'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile, limitatamente a quelle senza nomina di liquidatore;

Vista la convenzione del 30 novembre 2001 stipulata tra il Ministero del lavoro e delle politiche sociali e il Ministero delle attività produttive;

Esaminato il verbale d'ispezione ordinaria eseguito sull'attività della società cooperativa appresso indicata, da cui risulta che la medesima trovansi nelle condizioni previste dall'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile;

Visto il decreto 17 luglio 2003 del Ministero delle attività produttive;

Acquisito il parere di massima favorevole della commissione centrale per le cooperative espresso nella riunione del 15 maggio 2003;

Decreta:

La società cooperativa sottoelencata è sciolta ai sensi dell'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile, senza dar luogo alla nomina di un commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400:

soc. coop.va di produzione e lavoro «SA.GI.» a r.l., con sede in Latina, costituita per rogito notaio Carla Quattrociocchi in data 18 dicembre 1997, repertorio n. 55672 - B.U.S.C. n. 3433/280709.

Latina, 26 luglio 2004

Il direttore provinciale: TRINCHELLA

04A08059

DECRETO 26 luglio 2004.

Scioglimento della società cooperativa di produzione e lavoro «MARI.TIR.» a r.l., in Terracina.

IL DIRETTORE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI LATINA

Visto l'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile;

Vista la legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il decreto del direttore generale della cooperazione del 6 marzo 1996 che ha decentrato a livello provinciale le procedure di scioglimento d'ufficio ai sensi dell'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile, limitatamente a quelle senza nomina di liquidatore;

Vista la convenzione del 30 novembre 2001 stipulata tra il Ministero del lavoro e delle politiche sociali e il Ministero delle attività produttive;

Esaminato il verbale d'ispezione ordinaria eseguito sull'attività della società cooperativa appresso indicata, da cui risulta che la medesima trovansi nelle condizioni previste dall'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile;

Visto il decreto 17 luglio 2003 del Ministero delle attività produttive;

Acquisito il parere di massima favorevole della Commissione centrale per le cooperative espresso nella riunione del 15 maggio 2003;

Decreta:

La società cooperativa sottoelencata è sciolta ai sensi dell'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile, senza dar luogo alla nomina di un commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400:

società cooperativa di produzione e lavoro «MARI.TIR.» a r.l., con sede in Terracina (Latina), costituita per rogito notaio Raffaello Pisapia in data 5 aprile 1986, repertorio n. 77317 - B.U.S.C. n. 2442/218730.

Latina, 26 luglio 2004

Il direttore provinciale: TRINCHELLA

04A08060

MINISTERO DELLE POLITICHE AGRICOLE E FORESTALI

DECRETO 3 agosto 2004.

Autorizzazione all'aumento del titolo alcolometrico volumico naturale dei vini a IGT per la regione Calabria.

IL DIRETTORE GENERALE
PER LE POLITICHE AGROALIMENTARI

Visto il regolamento del Consiglio (CE) n. 1493/99 del 17 maggio 1999, ed in particolare l'allegato V lett. *c)* e *d)*, che prevede che qualora le condizioni climatiche in talune zone viticole della Comunità lo richiedano, gli Stati membri interessati possono auto-

rizzare l'aumento del titolo alcolometrico volumico naturale delle uve fresche, del mosto di uve, del mosto di uve parzialmente fermentato e del vino nuovo ancora in fermentazione ottenuti dalle varietà di viti di cui all'art. 42, paragrafo 5, del vino atto a diventare vino da tavola, del vino da tavola.

Visto il regolamento della Commissione (CE) n. 1622/2000 del 24 luglio 2000 che istituisce un codice comunitario delle pratiche e dei trattamenti enologici;

Visto il decreto ministeriale 3 settembre 2001, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* serie generale del 3 dicembre 2001, n. 281, recante disposizioni per le autorizzazioni all'aumento del titolo alcolometrico volumico naturale dei prodotti vitivinicoli;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 12 febbraio 1965, n. 162, «recante norme per la repressione delle frodi nelle preparazione dei mosti, vini e aceti»;

Visto l'attestato dell'Assessorato regionale all'agricoltura della regione Calabria con il quale l'organo medesimo ha certificato che nel proprio territorio si sono verificate, per la vendemmia 2004, condizioni climatiche sfavorevoli ed ha chiesto l'emanazione del provvedimento che autorizza le operazioni di arricchimento per i vini a IGT «Lipuda», «Val di Neto» e «Calabria»;

Considerato che le suddette operazioni di arricchimento debbono essere effettuate in conformità della normativa comunitaria indicata e nel rispetto delle disposizioni contenute nel decreto ministeriale 30 luglio 2003 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 207 del 6 settembre 2003);

Decreta:

Articolo unico

Nella campagna vitivinicola 2004-2005 è consentito aumentare il titolo alcolometrico volumico naturale dei prodotti citati in premessa, ottenuti da uve raccolte nelle aree viticole della regione Calabria per i vini IGT: «Lipuda», «Val di Neto» e «Calabria»;

1. Le operazioni di arricchimento sono effettuate secondo le modalità previste dai regolamenti comunitari sopracitati e nel limite massimo di due gradi.

2. Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana ed entra in vigore il giorno della sua pubblicazione.

Roma, 3 agosto 2004

Il direttore generale: PETROLI

04A08169

MINISTERO DELLE ATTIVITÀ PRODUTTIVE

DECRETO 14 luglio 2004.

Liquidazione coatta amministrativa della cooperativa «Quadrifoglio - Società cooperativa a r.l.», in Benevento, e nomina del commissario liquidatore.

IL SOTTOSEGRETARIO DI STATO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 26 marzo 2001, n. 175, recante il regolamento di organizzazione del Ministero delle attività produttive, per la parte riguardante le competenze in materia di vigilanza sugli enti cooperativi;

Vista la delega in data 18 aprile 2002 riguardante la sottoscrizione dei decreti di liquidazione coatta amministrativa di società cooperative e di nomina, sostituzione e revoca di commissari liquidatori;

Vista la sentenza del Tribunale di Benevento in data 12 maggio 2004 con la quale è stato dichiarato lo stato di insolvenza della società cooperativa sotto indicata;

Visto l'art. 195 del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267 e ritenuta la necessità di disporne la liquidazione coatta amministativa;

Visto l'art. 198 del menzionato regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

Decreta:

Art. 1.

La cooperativa «Quadrifoglio - Società cooperativa a r.l.», con sede in Benevento (Contrada Olivola) (codice fiscale n. 00800890626) è posta in liquidazione coatta amministrativa, ai sensi dell'art. 195 del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267 e la dott.ssa Serena Balzano, nata a Napoli il 5 settembre 1976 ed ivi domiciliato in via Orazio, 155, è nominata commissario liquidatore.

Art. 2.

Al commissario nominato spetta il trattamento economico previsto dal decreto ministeriale 23 febbraio 2001, n. 64, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 72 del 27 marzo 2001.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Roma, 14 luglio 2004

Il Sottosegretario di Stato: GALATI

04A08001

ESTRATTI, SUNTI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'ECONOMIA E DELLE FINANZE
AMMINISTRAZIONE AUTONOMA DEI MONOPOLI DI STATO

Avviso relativo all'annullamento di alcuni biglietti delle lotterie ad estrazione istantanea «Uno, due, tris» e «Batti il banco»

I biglietti della lotteria nazionale ad estrazione istantanea in seguito indicati vengono annullati perchè oggetto di furto e non daranno diritto all'eventuale possessore di reclamare il premio:

lotteria nazionale ad estrazione istantanea «Uno, due, tris»:
blocchetto numero 83992 - biglietti dal 000 al 299;
blocchetto numero 83993 - biglietti dal 000 al 299;

lotteria nazionale ad estrazione istantanea «Batti il banco»:
blocchetto numero 173714 - biglietti dal 000 al 149;
blocchetto numero 173715 - biglietti dal 000 al 149;
blocchetto numero 173744 - biglietti dal 000 al 149;
blocchetto numero 173745 - biglietti dal 000 al 149;
blocchetto numero 173746 - biglietti dal 000 al 149;
blocchetto numero 173760 - biglietti dal 000 al 149;
blocchetto numero 173761 - biglietti dal 000 al 149;
blocchetto numero 173762 - biglietti dal 000 al 149.

04A08149

MINISTERO DEL LAVORO E DELLE POLITICHE SOCIALI

Istruttoria per lo scioglimento di quattro società cooperative

A seguito della convenzione stipulata in data 30 novembre 2001 tra il Ministero del lavoro e delle politiche sociali ed il Ministero delle attività produttive, si informa che è in corso l'istruttoria per lo scioglimento d'ufficio delle società cooperative di seguito elencate che, dagli accertamenti effettuati, risultano trovarsi nelle condizioni previste dall'art. 2545-*septiesdecies*, comma 1, del codice civile.

Si comunica che chiunque vi abbia interesse potrà far pervenire a questa direzione provinciale del lavoro - servizio politiche del lavoro - unità operativa relazioni sindacali, conflitti di lavoro e cooperazione, via Orazio, s.n. - 65128 Pescara, opposizione, debitamente motivata e documentata, all'emanazione del predetto provvedimento entro il termine di trenta giorni dalla data di pubblicazione del predetto avviso.

È in corso l'istruttoria per lo scioglimento d'ufficio delle società cooperative:

1) coop. «Cooperativa produzione audiovisivi», con sede in Pescara, via Regina Elena, 72, costituita per rogito notaio avv. D'Ambrosio Nicola in data 14 novembre 1979, rep. n. 124948, codice fiscale n. 00902430685 - B.U.S.C. n. 1507/281046;

2) coop. «Piccola società cooperativa euroservizi innovativi a r.l.», con sede in Pescara, via Nazario Sauro, 13, costituita per rogito notaio dott. De Berardinis Simonetta in data 2 luglio 1998, repertorio n. 11978, codice fiscale n. 01519060683 - B.U.S.C. n. 1545/286070;

3) coop. «Elettrocoop - Piccola società cooperativa a r.l.», con sede in Loreto Aprutino (Pescara), via Madonna delle Grazie, 1, costituita per rogito notaio dott.ssa Pantalone Balice Maria in data 8 febbraio 2001, repertorio n. 349, codice fiscale n. 01608350680 - B.U.S.C. n. 1613/299860;

4) coop. «Le tre spighe - Piccola società cooperativa a r.l.», con sede in Pescara, via Chiarini, 149, costituita per rogito notaio dott. Bulferi Marco in data 17 ottobre 2002, repertorio n. 7510, codice fiscale n. 01666780687 - B.U.S.C. n. 1671/310703.

04A07977

Istruttoria per lo scioglimento d'ufficio di cinque società cooperative

È in corso l'istruttoria per lo scioglimento d'ufficio delle società cooperative:

1) «La primula - Soc. coop. a r.l.», con sede in Cersosimo (Potenza), via Vittorio Emanuele n. 21, costituita per rogito notaio dott. Franco Guarino in data 8 aprile 1993, repertorio n. 26640, codice fiscale n. 01144300769 - B.U.S.C. n. 2588/264332;

2) «Primavera casa - Soc. coop. a r.l.», con sede in Potenza, via G. Albini n. 7, costituita per rogito notaio dott. Domenicantonio Zotta in data 7 maggio 1994, repertorio n. 31761, codice fiscale n. 01160290761 - B.U.S.C. n. 2628/268491;

3) «Nuova Italia - Soc. coop. a r.l.», con sede in Potenza, costituita per rogito notaio dott. Antonio Di Lizia in data 19 marzo 1996, repertorio n. 24703, codice fiscale n. 01238470767 - B.U.S.C. n. 2722/280598;

4) «Linea 3 - Soc. coop. a r.l.», con sede in Lavello (Potenza), costituita per rogito notaio dott.ssa Ornella Del Gaudio in data 2 giugno 1993, repertorio n. 8906, codice fiscale n. 01137590764 - B.U.S.C. n. 2577/263800;

5) «Edil calce - Soc. coop. a r.l.», con sede in Latronico (Potenza), costituita per rogito notaio dott.ssa Rosa Barra in data 5 gennaio 1987, repertorio n. 4932, codice fiscale n. 00914740766 - B.U.S.C. n. 1975/225603,

che, dagli accertamenti effettuati, risultano trovarsi nelle condizioni previste dall'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile, scioglimento per atto d'autorità senza nomina di liquidatore.

Si comunica che, chiunque abbia interesse, potrà far pervenire a questa Direzione provinciale del lavoro - Servizio politiche del lavoro U.O. cooperazione, via del Gallitello - 85100 Potenza, tel. 0971/390111 - fax 0971/56574, opposizione debitamente motivata e documentata all'emanazione del predetto provvedimento entro e non oltre trenta giorni dalla data di pubblicazione del presente avviso.

04A07981

MINISTERO DELLE ATTIVITÀ PRODUTTIVE

Avviso concernente la cessazione dell'intervento in favore dei ciclomotori e motoveicoli a trazione elettrica e delle biciclette a pedalata assistita, per avvenuto utilizzo dei 9/10 degli stanziamenti.

Per avvenuto utilizzo dei 9/10 degli stanziamenti, si comunica la cessazione dell'intervento in favore dei ciclomotori e motoveicoli a trazione elettrica nonché delle biciclette a pedalata assistita, di cui all'art. 145, comma 6, della legge 23 dicembre 2000, n. 388, come integrato dall'art. 28 della legge 12 dicembre 2002, n. 273, a decorrere dal 16 settembre 2004.

04A08152

GIANFRANCO TATOZZI, *direttore* FRANCESCO NOCITA, *redattore*

(G401190/1) Roma, 2004 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.p.A. - S.

ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO

LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

cap	località	libreria	indirizzo	pref.	tel.	fax
95024	**ACIREALE (CT)**	CARTOLIBRERIA LEGISLATIVA S.G.C. ESSEGICI	Via Caronda, 8-10	095	7647982	7647982
00041	**ALBANO LAZIALE (RM)**	LIBRERIA CARACUZZO	Corso Matteotti, 201	06	9320073	93260286
60121	**ANCONA**	LIBRERIA FOGOLA	Piazza Cavour, 4-5-6	071	2074606	2060205
04011	**APRILIA (LT)**	CARTOLERIA SNIDARO	Via G. Verdi, 7	06	9258038	9258038
52100	**AREZZO**	LIBRERIA PELLEGRINI	Piazza S. Francesco, 7	0575	22722	352986
83100	**AVELLINO**	LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI	Via Matteotti, 30/32	0825	30597	248957
81031	**AVERSA (CE)**	LIBRERIA CLA.ROS	Via L. Da Vinci, 18	081	8902431	8902431
70124	**BARI**	CARTOLIBRERIA QUINTILIANO	Via Arcidiacono Giovanni, 9	080	5042665	5610818
70122	**BARI**	LIBRERIA BRAIN STORMING	Via Nicolai, 10	080	5212845	5212845
70121	**BARI**	LIBRERIA UNIVERSITÀ E PROFESSIONI	Via Crisanzio, 16	080	5212142	5243613
13900	**BIELLA**	LIBRERIA GIOVANNACCI	Via Italia, 14	015	2522313	34983
40132	**BOLOGNA**	LIBRERIA GIURIDICA EDINFORM	Via Ercole Nani, 2/A	051	4218740	4210565
40124	**BOLOGNA**	LIBRERIA GIURIDICA - LE NOVITÀ DEL DIRITTO	Via delle Tovaglie, 35/A	051	3399048	3394340
20091	**BRESSO (MI)**	CARTOLIBRERIA CORRIDONI	Via Corridoni, 11	02	66501325	66501325
21052	**BUSTO ARSIZIO (VA)**	CARTOLIBRERIA CENTRALE BORAGNO	Via Milano, 4	0331	626752	626752
93100	**CALTANISETTA**	LIBRERIA SCIASCIA	Corso Umberto I, 111	0934	21946	551366
91022	**CASTELVETRANO (TP)**	CARTOLIBRERIA MAROTTA & CALIA	Via Q. Sella, 106/108	0924	45714	45714
95128	**CATANIA**	CARTOLIBRERIA LEGISLATIVA S.G.C. ESSEGICI	Via F. Riso, 56/60	095	430590	508529
88100	**CATANZARO**	LIBRERIA NISTICÒ	Via A. Daniele, 27	0961	725811	725811
66100	**CHIETI**	LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI	Via Asinio Herio, 21	0871	330261	322070
22100	**COMO**	LIBRERIA GIURIDICA BERNASCONI - DECA	Via Mentana, 15	031	262324	262324
87100	**COSENZA**	LIBRERIA DOMUS	Via Monte Santo, 70/A	0984	23110	23110
50129	**FIRENZE**	LIBRERIA PIROLA già ETRURIA	Via Cavour 44-46/R	055	2396320	288909
71100	**FOGGIA**	LIBRERIA PATIERNO	Via Dante, 21	0881	722064	722064
06034	**FOLIGNO (PG)**	LIBRERIA LUNA	Via Gramsci, 41	0742	344968	344968
03100	**FROSINONE**	L'EDICOLA	Via Tiburtina, 224	0775	270161	270161
16121	**GENOVA**	LIBRERIA GIURIDICA	Galleria E. Martino, 9	010	565178	5705693
95014	**GIARRE (CT)**	LIBRERIA LA SEÑORITA	Via Trieste angolo Corso Europa	095	7799877	7799877
73100	**LECCE**	LIBRERIA LECCE SPAZIO VIVO	Via Palmieri, 30	0832	241131	303057
74015	**MARTINA FRANCA (TA)**	TUTTOUFFICIO	Via C. Battisti, 14/20	080	4839784	4839785
98122	**MESSINA**	LIBRERIA PIROLA MESSINA	Corso Cavour, 55	090	710487	662174
20100	**MILANO**	LIBRERIA CONCESSIONARIA I.P.Z.S.	Galleria Vitt. Emanuele II, 11/15	02	865236	863684
20121	**MILANO**	FOROBONAPARTE	Foro Buonaparte, 53	02	8635971	874420
70056	**MOLFETTA (BA)**	LIBRERIA IL GHIGNO	Via Campanella, 24	080	3971365	3971365

Segue: **LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE**

cap	località	libreria	indirizzo	pref.	tel.	fax
80139	**NAPOLI**	LIBRERIA MAJOLO PAOLO	Via C. Muzy, 7	081	282543	269898
80134	**NAPOLI**	LIBRERIA LEGISLATIVA MAJOLO	Via Tommaso Caravita, 30	081	5800765	5521954
84014	**NOCERA INF. (SA)**	LIBRERIA LEGISLATIVA CRISCUOLO	Via Fava, 51	081	5177752	5152270
28100	**NOVARA**	EDIZIONI PIROLA E MODULISTICA	Via Costa, 32/34	0321	626764	626764
35122	**PADOVA**	LIBRERIA DIEGO VALERI	Via dell'Arco, 9	049	8760011	659723
90138	**PALERMO**	LA LIBRERIA DEL TRIBUNALE	P.za V.E. Orlando, 44/45	091	6118225	552172
90138	**PALERMO**	LIBRERIA S.F. FLACCOVIO	Piazza E. Orlando, 15/19	091	334323	6112750
90128	**PALERMO**	LIBRERIA S.F. FLACCOVIO	Via Ruggero Settimo, 37	091	589442	331992
90145	**PALERMO**	LIBRERIA COMMISSIONARIA G. CICALA INGUAGGIATO	Via Galileo Galilei, 9	091	6828169	6822577
90133	**PALERMO**	LIBRERIA FORENSE	Via Maqueda, 185	091	6168475	6172483
43100	**PARMA**	LIBRERIA MAIOLI	Via Farini, 34/D	0521	286226	284922
06121	**PERUGIA**	LIBRERIA NATALE SIMONELLI	Corso Vannucci, 82	075	5723744	5734310
29100	**PIACENZA**	NUOVA TIPOGRAFIA DEL MAINO	Via Quattro Novembre, 160	0523	452342	461203
59100	**PRATO**	LIBRERIA CARTOLERIA GORI	Via Ricasoli, 26	0574	22061	610353
00192	**ROMA**	LIBRERIA DE MIRANDA	Viale G. Cesare, 51/E/F/G	06	3213303	3216695
00195	**ROMA**	COMMISSIONARIA CIAMPI	Viale Carso, 55-57	06	37514396	37353442
00161	**ROMA**	L'UNIVERSITARIA	Viale Ippocrate, 99	06	4441229	4450613
00187	**ROMA**	LIBRERIA GODEL	Via Poli, 46	06	6798716	6790331
00187	**ROMA**	STAMPERIA REALE DI ROMA	Via Due Macelli, 12	06	6793268	69940034
45100	**ROVIGO**	CARTOLIBRERIA PAVANELLO	Piazza Vittorio Emanuele, 2	0425	24056	24056
63039	**SAN BENEDETTO D/T (AP)**	LIBRERIA LA BIBLIOFILA	Via Ugo Bassi, 38	0735	587513	576134
07100	**SASSARI**	MESSAGGERIE SARDE LIBRI & COSE	Piazza Castello, 11	079	230028	238183
96100	**SIRACUSA**	LA LIBRERIA	Piazza Euripide, 22	0931	22706	22706
10122	**TORINO**	LIBRERIA GIURIDICA	Via S. Agostino, 8	011	4367076	4367076
21100	**VARESE**	LIBRERIA PIROLA	Via Albuzzi, 8	0332	231386	830762
37122	**VERONA**	LIBRERIA L.E.G.I.S.	Via Pallone 20/c	045	594687	8048718
36100	**VICENZA**	LIBRERIA GALLA 1880	Viale Roma, 14	0444	225225	225238

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:

— **presso l'Agenzia dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA: piazza G. Verdi, 10 - ☎ 06 85082147;**

— **presso le Librerie concessionarie indicate.**

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Gestione Gazzetta Ufficiale - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale **n. 16716029.**

Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono con pagamento anticipato, presso le agenzie in Roma e presso le librerie concessionarie.

Per informazioni, prenotazioni o reclami attinenti agli abbonamenti oppure alla vendita della *Gazzetta Ufficiale* bisogna rivolgersi direttamente all'Amministrazione, presso l'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA

Gazzetta Ufficiale Abbonamenti	Vendite	Ufficio inserzioni	Numero verde
☎ 800-864035 - Fax 06-85082520	☎ 800-864035 - Fax 06-85084117	☎ 800-864035 - Fax 06-85082242	☎ 800-864035

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

CANONI DI ABBONAMENTO ANNO 2004 (*)

Ministero dell'Economia e delle Finanze - *Decreto 24 dicembre 2003* (G.U. *n. 36 del 13 febbraio 2004)*

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE I (legislativa)

			CANONE DI ABBONAMENTO	
Tipo A	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari:			
	(di cui spese di spedizione € 219,04)	- annuale	€	**397,47**
	(di cui spese di spedizione € 109,52)	- semestrale	€	**217,24**
Tipo A1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i soli supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:			
	(di cui spese di spedizione € 108,57)	- annuale	€	**284,65**
	(di cui spese di spedizione € 54,28)	- semestrale	€	**154,32**
Tipo B	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte Costituzionale:			
	(di cui spese di spedizione € 19,29)	- annuale	€	**67,12**
	(di cui spese di spedizione € 9,64)	- semestrale	€	**42,06**
Tipo C	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti della CE:			
	(di cui spese di spedizione € 41,27)	- annuale	€	**166,66**
	(di cui spese di spedizione € 20,63)	- semestrale	€	**90,83**
Tipo D	Abbonamento ai fascicoli della serie destinata alle leggi e regolamenti regionali:			
	(di cui spese di spedizione € 15,31)	- annuale	€	**64,03**
	(di cui spese di spedizione € 7,65)	- semestrale	€	**39,01**
Tipo E	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:			
	(di cui spese di spedizione € 50,02)	- annuale	€	**166,38**
	(di cui spese di spedizione € 25,01)	- semestrale	€	**89,19**
Tipo F	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali:			
	(di cui spese di spedizione € 344,93)	- annuale	€	**776,66**
	(di cui spese di spedizione € 172,46)	- semestrale	€	**411,33**
Tipo F1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari con i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali:			
	(di cui spese di spedizione € 234,45)	- annuale	€	**650,83**
	(di cui spese di spedizione € 117,22)	- semestrale	€	**340,41**

N.B.: L'abbonamento alla GURI tipo A, A1, F, F1 comprende gli indici mensili
Integrando con la somma di € **80,00** *il versamento relativo al tipo di abbonamento alla* Gazzetta Ufficiale - *parte prima - prescelto, si riceverà anche l'Indice Repertorio Annuale Cronologico per materie anno 2004.*

BOLLETTINO DELLE ESTRAZIONI

Abbonamento annuo (incluse spese di spedizione) € **86,00**

CONTO RIASSUNTIVO DEL TESORO

Abbonamento annuo (incluse spese di spedizione) € **55,00**

PREZZI DI VENDITA A FASCICOLI
(Oltre le spese di spedizione)

Prezzi di vendita:		
serie generale	€	0,77
serie speciali (escluso concorsi), ogni 16 pagine o frazione	€	0,80
fascicolo serie speciale, *concorsi*, prezzo unico	€	1,50
supplementi (ordinari e straordinari), ogni 16 pagine o frazione	€	0,80
fascicolo Bollettino Estrazioni, ogni 16 pagine o frazione	€	0,80
fascicolo Conto Riassuntivo del Tesoro, prezzo unico	€	5,00

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE II (inserzioni)

Abbonamento annuo *(di cui spese di spedizione € 120,00)*		€	**318,00**
Abbonamento semestrale *(di cui spese di spedizione € 60,00)*		€	**183,50**
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione (oltre le spese di spedizione)	€ 0,85		

I.V.A. 20% inclusa

RACCOLTA UFFICIALE DEGLI ATTI NORMATIVI

Abbonamento annuo		€	**188,00**
Abbonamento annuo per regioni, province e comuni		€	**175,00**
Volume separato (oltre le spese di spedizione)	€ 17,50		

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

Per l'estero i prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, anche per le annate arretrate, compresi i fascicoli dei supplementi ordinari e straordinari, devono intendersi raddoppiati. Per il territorio nazionale i prezzi di vendita dei fascicoli separati, compresi i supplementi ordinari e straordinari, relativi ad anni precedenti, devono intendersi raddoppiati. Per intere annate è raddoppiato il prezzo dell'abbonamento in corso. Le spese di spedizione relative alle richieste di invio per corrispondenza di singoli fascicoli, vengono stabilite, di volta in volta, in base alle copie richieste.

N.B. - Gli abbonamenti annui decorrono dal 1° gennaio al 31 dicembre, i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno e dal 1° luglio al 31 dicembre.

Restano confermati gli sconti in uso applicati ai soli costi di abbonamento

ABBONAMENTI UFFICI STATALI
Resta confermata la riduzione del 52% applicata sul solo costo di abbonamento

* tariffe postali di cui al Decreto 13 novembre 2002 (G.U. n. 289/2002) e D.P.C.M. 27 novembre 2002 n. 294 (G.U. 1/2003) per soggetti iscritti al R.O.C.

€ 0,77